

WE.CONNECT

Société anonyme

3, avenue Hoche

75008 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

ISH Audit Conseil
198, avenue Victor Hugo
75116 Paris
S.A.S. au capital de 100€
820 094 613 RCS Paris

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la compagnie régionale de Paris

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. au capital de 2 188 160 €
572 028 041 RCS Nanterre

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

WE.CONNECT

Société anonyme

3, avenue Hoche

75008 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'assemblée générale de la société WE.CONNECT

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société WE.CONNECT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation des écarts d'acquisition, l'évaluation des stocks, l'appréciation du caractère recouvrable des créances clients et la comptabilisation de la fiscalité latente.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en

cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris et Paris-La Défense, le 15 avril 2022

Les commissaires aux comptes

ISH Audit Conseil

 Jonathan Cabessa

Jonathan CABESSA

Deloitte & Associés

 

ABDEL AIDAN



WE CONNECT

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL 14.401.411,77 EUROS

SIEGE SOCIAL

3 AVENUE HOCHÉ 75008 - PARIS

**COMPTES CONSOLIDES
DU GROUPE AU 31 DECEMBRE 2021**

SOMMAIRE

Page

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE.....	2
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE DU GROUPE	3
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	4
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES.....	5
NOTE 1 – PRESENTATION ET BASE DE PREPARATION DE L’INFORMATION FINANCIERE	6
NOTE 2 – INFORMATION SUR L’ACTIVITE.....	10
NOTE 3 – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DES EXERCICE 2016 ET 2015.....	10
NOTE 4 – COMPARABILITE DES EXERCICES	11
NOTE 5 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION	11
NOTE 6 – NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	11
NOTE 7 – NOTES SUR LE BILAN CONSOLIDE.....	16
NOTE 8 – AUTRES INFORMATIONS.....	22

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Les montants dans le présent document sont exprimés en euros sauf indication contraire.

Compte de résultat consolidé (en €)	31/12/2021 (12 mois)	31/12/2020 (12 mois)	Notes
Chiffre d'affaires	217 493 715	211 376 150	6.1
Autres produits d'exploitation	400 054	362 342	
Achats consommés	(197 547 981)	(193 920 941)	6.2
Charges de personnel	(5 832 675)	(4 995 784)	6.5
Autres charges d'exploitation	(3 707 860)	(4 079 048)	6.3
Impôts et taxes	(535 599)	(415 791)	6.4
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(1 133 230)	(218 002)	6.6
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	9 136 424	8 108 926	
Dotation aux amortissements et dépréciation des écarts d'acquisition	0	0	6.6
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	9 136 424	8 108 926	
Charges et produits financiers	(720 807)	(930 845)	6.7
Charges et produits exceptionnels	(550 452)	(149 910)	6.8
Impôt sur les résultats	(1 511 055)	(1 882 759)	6.9
Résultat net des entités intégrées	6 354 110	5 145 412	
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	0	0	
Résultat net de l'ensemble consolidé	6 354 110	5 145 412	
Intérêts minoritaires	0	0	
Résultat net (Part du groupe)	6 354 110	5 145 412	
Résultat par action	2,31	1,87	
Résultat dilué par action	2,31	1,87	

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE DU GROUPE

Bilan Consolidé (en €)	31/12/2021 (12 mois)	31/12/2020 (12 mois)	Notes
Immobilisations incorporelles	1 836 675	1 780 592	7.1
<i>Dont écart d'acquisition</i>	675 621	675 621	
Immobilisations corporelles	521 392	473 086	7.2
Immobilisations financières	3 545 147	2 694 938	7.3
Titres mis en équivalence	0	0	
Actifs immobilisés	5 903 214	4 948 616	
Stocks et en-cours	50 877 429	34 545 321	7.4
Clients et comptes rattachés	33 671 735	45 585 406	7.6
Autres créances et comptes de régularisation	8 564 035	5 941 827	7.5/7.7
Valeurs mobilières de placement	4 863 008	4 521 542	7.8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	31 174 336	38 591 068	7.8
Actifs circulants	129 150 543	129 185 164	
TOTAL ACTIF	135 053 757	134 133 780	
Capital	14 401 412	14 357 218	7.9
Primes	945 723	945 723	
Réserves et résultat consolidés	20 790 881	14 311 377	7.10
Autres	0	0	
Capitaux propres (Part du groupe)	36 138 016	29 614 318	
Intérêts minoritaires	(12 055)	(12 055)	
Provisions	1 036 498	1 054 543	7.12
Emprunts et dettes financières	27 823 669	29 795 729	7.13
Fournisseurs et comptes rattachés	63 719 081	67 816 240	7.14
Autres dettes et comptes de régularisation	6 348 548	5 865 005	7.15/7.16
TOTAL PASSIF	135 053 757	134 133 780	

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

Tableau des flux de trésorerie consolidé (en €)	31/12/2021 (12 mois)	31/12/2020 (12 mois)
Résultat net total consolidé	6 354 110	5 145 412
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	825 189	852 939
- Variation des impôts différés	(180 375)	251 138
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	(7 900)	(85 000)
- Flux liés aux activités cédées et abandonnées	0	0
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	0	0
Variation nette des actifs et des passifs courants	(11 876 121)	(5 634 617)
Flux liés aux activités cédées et abandonnées	0	0
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(4 885 097)	529 872
Acquisitions d'immobilisations	(1 448 013)	(3 404 257)
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	797 758	293 273
Flux liés aux activités cédées et abandonnées	0	0
Incidence des variations de périmètre	0	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(650 255)	(3 110 984)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(686 293)
Variation de la réserve de conversion	169 587	(166 189)
Augmentation de capital, ou autres fonds propres	0	0
Diminution de capital, ou autres fonds propres	0	0
Comptes courants d'associés	(599 670)	3 539 744
Emissions d'emprunts	3 443 700	17 500 000
Remboursement d'emprunt	(5 347 293)	(2 172 840)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(2 333 676)	18 014 422
Flux net de trésorerie de l'exercice	(7 869 028)	15 433 310
Trésorerie nette à l'ouverture	36 077 353	20 644 043
Trésorerie nette à la clôture	28 208 325	36 077 353
Variation de la trésorerie nette	(7 869 028)	15 433 310

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

La variation des capitaux propres sur l'année 2021 peut se présenter de la manière suivante :

Variation des capitaux propres consolidés (en €)						
	Capital	Primes	Réserves et résultats consolidés	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31 décembre 2019 We.Connect	14 314 071	945 723	10 084 095	25 343 889	(10 432)	25 330 104
Résultat net 2020			5 145 412	5 145 412		5 145 412
Réserve de conversion			(166 188)	(166 188)		(166 188)
Versement de dividendes			(686 293)	(686 293)		(686 293)
Augmentation de capital	43 147		(43 147)			
Variation de périmètre			(20 770)	(20 770)		(20 770)
Capitaux propres clôture 31 décembre 2020 We.Connect	14 357 218	945 723	14 313 108	29 616 049	(10 432)	29 602 264
Résultat net 2021			6 354 110	6 354 110		6 354 110
Réserve de conversion			169 587	169 587		169 587
Versement de dividendes						
Augmentation de capital	44 193		(44 193)			
Variation de périmètre						
Capitaux propres clôture 31 décembre 2021 We.Connect	14 401 412	945 723	20 792 612	36 139 746	(10 432)	36 125 961

NOTE 1 – PRESENTATION ET BASE DE PREPARATION DE L'INFORMATION FINANCIERE

REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés sont présentés conformément au nouveau règlement ANC 2020-01 (issu de la fusion des trois règlements CRC 99-02 et de ses actualisations CRC 2005-05 et CRC 2000-06).

Il est par ailleurs fait application des règlements CRC 2004-06 du 23 novembre 2004 relatif à la définition, comptabilisation et évaluation des actifs, et CRC 2002-10 du 12 décembre 2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Suite à la nouvelle réglementation ANC 2015-05 du 2 juillet 2015, le résultat de change peut être enregistré en résultat d'exploitation ou en résultat financier en fonction de la nature des opérations l'ayant généré. Il est ainsi prévu d'enregistrer en résultat d'exploitation les résultats de change sur les dettes et créances commerciales. Le risque de change sur ces éléments est en effet lié à l'exploitation au titre par exemple, que les dépréciations de créances commerciales déjà enregistrées en résultat d'exploitation. A cet effet, un sous-compte de la classe 65 (autres charges de gestion courante) et son équivalent en classe 75 ont été créés.

Le poste gains et pertes de change apparaissant en résultat financier est réservé aux opérations ayant un caractère financier (emprunt bancaire en devise, liquidités en devises).

Les chiffres présentés dans ce document sont exprimés en Euros.

PRINCIPALES REGLES ET METHODES COMPTABLES**1.1 Méthodes de consolidation**

Les comptes consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère (« les filiales »). Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les participations dans les filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration globale.

La quote-part de résultat net et des capitaux propres attribuables aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement dans les capitaux propres et dans le compte de résultat consolidé en tant qu'intérêts minoritaires.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement depuis la date de prise de contrôle ou jusqu'à la date de la perte de contrôle.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour harmoniser et homogénéiser les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés au niveau de la consolidation.

Au 31 décembre 2021, toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation sont des filiales et sont donc consolidées par intégration globale.

1.2 Monnaies étrangères et écart de conversion

Le Groupe exerce son activité dans la zone Euro et depuis l'exercice 2012 également à Hong Kong par l'intermédiaire de sa filiale MGF Hong Kong. Le groupe utilise la méthode du cours de clôture pour convertir les comptes de cette filiale. La conversion des comptes s'effectue de la manière suivante :

- Tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice ;
- Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période.

Les écarts de conversion constatés sont portés, pour la part revenant au groupe, dans ses capitaux propres au poste « Réserves de conversion ».

Les transactions en monnaie étrangères, sont initialement enregistrées dans la monnaie fonctionnelle (Euro) en utilisant le cours de change au jour de la transaction. Conformément au Règlement 99-02, les différences de conversion des dettes et créances à la clôture sont inscrites directement au compte de résultat, sauf en cas de couverture de change.

1.3 Comptabilisation des produits

Le chiffre d'affaires regroupe essentiellement les ventes de matériel informatique.

Ce chiffre d'affaires représente les ventes de biens et services effectuées dans le cadre de l'activité normale et principale du Groupe, nettes de toutes remises ou autres rabais commerciaux.

Le transfert de propriété se produit lors de la livraison du bien qui, en règle générale, correspond à la facturation. Les ventes sont donc enregistrées au vu des factures, une régularisation étant éventuellement effectuée à la clôture de l'exercice pour tenir compte d'un décalage entre facturation et livraison.

Les acomptes versés par les clients ne donnent lieu à aucune constatation de la vente et sont enregistrés dans le compte client concerné.

1.4 Contrats de location

Les contrats de location sont classés en contrats de location-financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au Groupe. Tous les autres contrats sont classés en location simple. Le Groupe n'est pas bailleur dans le cadre de contrat de location sur les périodes présentées.

Les actifs détenus en vertu d'un contrat de location-financement sont comptabilisés en tant qu'actifs au plus faible de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location et de leur juste valeur à la date d'acceptation du contrat. Le passif correspondant dû au bailleur est enregistré au bilan en tant qu'obligation issue du contrat de location-financement. Les frais financiers, qui représentent la différence entre les engagements totaux du contrat et la valeur du bien acquis, sont répartis sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice.

Ces immobilisations sont amorties sur la durée la plus courte entre la durée d'utilité des actifs et la durée du contrat de location-financement lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'il n'y aura pas de transfert de propriété au terme du contrat.

Les charges de loyer en vertu d'un contrat de location simple sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat de façon linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

1.5 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont principalement issues de la reprise au tribunal de commerce de la société Unika Computer via la création de la société Unika Multimédia (fusionnée au 1^{er} juillet 2019 dans la société MGF), de l'acquisition des titres des filiales D2 Diffusion, PCA France, Halterrego et Acheternet ainsi que des opérations décrites dans la « Note 3 ». Elles sont composées respectivement de deux fonds de commerce et de quatre écarts d'acquisition.

Les autres immobilisations incorporelles (principalement des licences informatiques) sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

Ecart d'acquisition	non amorti
Fonds de commerce	non amorti
Logiciels	1-2 ans
Concessions et droits similaires	1-2 ans

L'écart d'acquisition représente la différence entre le coût d'acquisition des titres de participation des sociétés consolidées et la quote-part du Groupe dans leur actif net évalué à la juste valeur à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition comptabilisés à l'actif du bilan consolidé sont soumis à un test annuel de dépréciation.

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisée sous la rubrique « Dotations nettes aux amortissements et aux provisions » du compte de résultat.

1.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

Terrain	non amorti
Bâtiment	20 ans
Agencements et installations	8 ans
Matériel de transport	2-3 ans
Matériel de bureau et informatique	2-3 ans
Matériel et outillage	5 ans

La méthode d'amortissement retenue est celle de l'amortissement linéaire, quelle que soit la nature des immobilisations.

La charge d'amortissement des immobilisations est comptabilisée sous la rubrique « Dotations nettes aux amortissements et aux provisions » du compte de résultat.

Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un actif est déterminé comme étant la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif. Le résultat net de cession de ces éléments non récurrents est présenté sous la rubrique résultat exceptionnel du compte de résultat.

1.7 Prêts et autres immobilisations financières

Les titres de participation des sociétés consolidées sont annulés. En effet, sont substitués à ces titres les actifs et passifs des sociétés concernées.

Les prêts et autres immobilisations financières représentent essentiellement des prêts et des dépôts et cautionnements. Les autres prêts sont des prêts effectués à des salariés du groupe.

1.8 Stocks de marchandises

Les marchandises sont évaluées selon la méthode du Prix Moyen Pondéré (PMP).

Les marchandises sont dépréciées selon leur nature (famille de produits) selon qu'elles ont fait l'objet d'une consommation et/ou d'un approvisionnement, selon la génération de produit sur laquelle elles rapportent et sur la base des consommations futures estimées. Ainsi, le taux de dépréciation pourra varier de 0% à 100%.

1.9 Avances et acomptes versés sur commandes

Ces montants correspondent aux avances et acomptes versés par le groupe à la commande pour l'achat à ces fournisseurs de matières premières et de marchandises.

1.10 Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients proviennent des ventes de biens et services réalisées par le Groupe dans le cadre de son activité. Les autres débiteurs comprennent essentiellement des créances de nature fiscale et sociale. Ces actifs sont valorisés à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur nominale ; la valeur probable de réalisation étant déterminée en fonction d'éventuels problèmes de recouvrement ou de l'exercice de procédures judiciaires ou contentieuses.

Une assurance-crédit a été souscrite auprès d'Atradius sur la filiale MGF pour couvrir les clients devenus douteux. L'indemnité reversée par Atradius varie de 75% à 50% du montant TTC de la créance, selon que les clients sont considérés comme dénommés, non dénommés ou surveillés. Les remboursements effectués par l'assurance dans le cadre de ce contrat sont inscrits en transfert de charges dans les « Autres produits » (Note 7.1).

1.11 Trésorerie et valeurs mobilières de placement

Le poste « Trésorerie » comprend les liquidités immédiatement disponibles (comptes-courants bancaires et placements court terme sans risques) et les intérêts liés.

Le poste « Valeurs mobilières de placement » comprend des placements à court terme qui supportent un risque important de changement de valeur (actions de sociétés cotées en bourse).

Ces actifs sont valorisés à valeur historique et une provision est constituée en cas de moins-values latentes.

1.12 Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation légale ou implicite actuelle vis-à-vis d'un tiers résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources représentative d'avantages économiques nécessaire pour éteindre l'obligation.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation.

1.13 Engagements de départ à la retraite

Selon la recommandation ANC n° 2013-02, les entreprises dont l'effectif est inférieur à 250 salariés ne sont pas tenues d'appliquer la méthode actuarielle prévue par cette recommandation. Ils sont établis statistiquement sur la base des obligations des conventions collectives applicables et pondérée en fonction de l'âge, de l'ancienneté, du salaire, du statut cadre ou non-cadre, du sexe, des tables de mortalité fournies par l'INSEE ainsi qu'un certain nombre d'hypothèses telles que la probabilité de présence à l'âge de la retraite.

Les différents paramètres retenus sont les suivants :

Paramètres	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Age de départ à la retraite	65 ans (à l'initiative du salarié)	
Taux d'actualisation net	1,49%	1,49%
Progression des salaires	2,00%	2,00%
Taux de charges sociales	40%	40%
Turnover :	5% pour la tranche 20/39 ans, 3% pour les 40/49 ans et 1% après 50 ans	

1.14 Fournisseurs, dettes fiscales et sociales et autres dettes

Les dettes fiscales comprennent essentiellement des comptes de TVA. Les dettes sociales regroupent principalement les dettes de congés payés, les charges et cotisations sociales. Les autres dettes correspondent principalement à des clients créditeurs.

1.15 Risque de change

Les opérations des filiales du Groupe sont essentiellement effectuées en Euro, hormis certaines opérations d'achats et de ventes de marchandises faites en dollar US, notamment les achats en provenance d'Asie effectués par la filiale MGF Hong Kong.

1.16 Résultat exceptionnel

Les charges et produits composant le résultat exceptionnel correspondent à des transactions dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de l'entreprise.

NOTE 2 – INFORMATION SUR L'ACTIVITE

Le Groupe WE.CONNECT (ci-après « le Groupe ») est un groupe spécialisé dans la distribution de matériels informatiques (tablettes et ordinateurs portables) de marques de grands fabricants ainsi que dans la conception, la fabrication, l'assemblage et la distribution de matériels et de produits informatiques (ordinateurs, moniteurs et produits multimédia), périphériques et électroniques des produits de stockage (disques durs externes, clés USB, souris, etc.), des accessoires vendus sous les marques « Rivertech », « Gamium », « We Digital », « Unika » et « Unika Pro ».

La commercialisation des produits est assurée au travers des grandes surfaces spécialisées et des grandes et moyennes surfaces et des revendeurs informatiques et par le biais d'Internet.

Le Groupe WE .CONNECT a créé en 2012 la société MGF Hong Kong (détenue à 100%) qui a vocation à gérer les achats du groupe sur le marché asiatique. Le Groupe WE.CONNECT exerce sur cette filiale un contrôle exclusif. Cette société est consolidée en intégration globale (Note 6).

La société WE.CONNECT, société consolidante, est une société anonyme de droit français. Son siège social est situé 3 Avenue Hoche - 75008 PARIS

Le capital social de la société WE.CONNECT est composé de 2.753.616 actions ordinaires d'une valeur nominale de 5,23 €chacune au 31 décembre 2021 pour un total de 14.401.411,77 euros.

Les comptes consolidés de l'exercice 2021 ont été arrêtés par le conseil d'administration.

NOTE 3 – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DE L'EXERCICE 2021 ET RAPPEL DES EVENEMENTS INTERVENUS EN 2015

Aucun évènement significatif au cours de l'exercice 2021.

Par ailleurs, il convient de noter qu'au cours de l'exercice 2015 :

Au terme des Assemblées Générales Extraordinaires des actionnaires en date du 17 décembre 2015 des sociétés TECHNILINE et GROUPE UNIKA, les associés de chacune des sociétés ont approuvé la fusion absorption de GROUPE UNIKA par TECHNILINE (devenue WE.CONNECT).

La fusion entre les sociétés TECHNILINE et GROUPE UNIKA a consisté en une fusion-absorption de la société GROUPE UNIKA par la société TECHNILINE avec une parité d'échange fixée à 1 action de GROUPE UNIKA contre 601 actions de TECHNILINE.

Compte tenu de la parité d'échange et de l'actif net apporté par la société GROUPE UNIKA, la libération de l'augmentation de capital de la société TECHNILINE a imposé, juridiquement, que les apports de la société GROUPE UNIKA soient effectués pour leur valeur réelle (réévaluation d'un montant de 15,6 m€).

D'un point de vue comptable, en revanche, la fusion est analysée comme une acquisition inversée de la société TECHNILINE par la société GROUPE UNIKA. En effet, la société TECHNILINE a émis en rémunération de cette prise de contrôle suffisamment de ses propres actions pour permettre aux anciens actionnaires de la société GROUPE UNIKA de prendre le contrôle de son propre capital. Ceci a conduit à identifier la société GROUPE UNIKA comme étant l'acquéreur (au sens comptable).

Dans la mesure où l'acquisition est qualifiée d'acquisition inversée, c'est le bilan de l'entreprise juridiquement acquéreuse (TECHNILINE) qui fait l'objet, dans les comptes consolidés, d'une réévaluation des actifs et passifs à la juste valeur. Cette entreprise étant considérée comme l'acquéreur. C'est sur cette base qu'est déterminé l'écart d'acquisition par la société réputée comme étant économiquement l'acquéreur. En conséquence, un écart d'acquisition de 1,7 m€figure au bilan consolidé de TECHNILINE au 31 décembre 2015.

Ainsi, dans les comptes consolidés, les actifs et les passifs de GROUPE UNIKA n'ont pas eu à être réévalués à la juste valeur à la date d'acquisition et il a fallu annuler les effets de la fusion constatée en valeur réelle dans les comptes annuels de TECHNILINE. Cette annulation a eu pour effet de rendre les réserves consolidées négatives de 6,2 m€. Toutefois, les capitaux propres restent positifs de 12,0 m€.

Par ailleurs, un Conseil d'administration en date du 17 décembre 2015 prend acte que, compte tenu de la réalisation définitive de la fusion absorption de GROUPE UNIKA par TECHNILINE, le changement de dénomination sociale de TECHNILINE en WE.CONNECT, tel qu'adopté à la 31ème résolution de l'Assemblée Générale des actionnaires du 3 juin 2015, est effectif.

NOTE 4 – COMPARABILITE DES EXERCICES

Les exercices clos au 31 décembre 2021 et 31 décembre 2020 sont d'une durée de 12 mois.

NOTE 5 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le tableau ci-après présente le périmètre de consolidation ainsi que la méthode de consolidation retenue pour les comptes consolidés.

Filiales	31-déc-21		31-déc-20		Date de clôture	Methode retenue
	% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts		
MGF	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	31.12	I.G.
D2 Diffusion	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	31.12	I.G.
MGF Hong Kong	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	31.12	I.G.
PCA France	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	31.12	I.G.
Acheternet	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	31.12	I.G.
ICD Brand	95,00%	95,00%	95,00%	95,00%	31.12	I.G.

Il convient de noter que la société TECHNI CINE PHOT, bien que filiale à 100% de la société WE.CONNECT (apportée par TECHNILINE lors de la fusion absorption et provisionnée à 100% dans les comptes individuels de TECHNILINE), a été exclue du périmètre de consolidation au motif que cette société est en liquidation judiciaire par jugement en date du 6 août 2014.

NOTE 6 – NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

6.1 Chiffre d'affaires et autres produits

Le chiffre d'affaires s'analyse comme suit :

Produits exploitation (en €)	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Ventes France	202 212 052	203 050 859
Ventes Export	14 796 678	7 849 278
Frais de ports	484 985	476 013
Total Chiffres d'affaires	217 493 715	211 376 150
Transferts de charges et autres produits	369 679	333 541
Subvention d'exploitation	30 375	28 800
Total Autres produits	400 054	362 341
Total Produits d'exploitation	217 893 770	211 738 492

Les ventes de marchandises export sont essentiellement constituées des ventes vers les DOM-TOM (Martinique, Guadeloupe).

Les transferts de charges correspondent principalement à des remboursements d'assurance dans le cadre de l'assurance-crédit sur les créances devenues irrécouvrables.

Les autres produits sont essentiellement constitués des gains de change sur créances et dettes commerciales.

6.2 Achats consommés et frais accessoires

6.2.1 Détail des achats consommés et des frais accessoires

Les achats de marchandises et de matières premières ont évolué comme suit :

Achats et frais accessoires (en €)	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Achat de marchandises et matières premières	212 901 674	196 286 893
Variation des stocks	(17 771 981)	(4 368 071)
Frais accessoires et transport sur achats	1 088 740	592 985
Frais de transport sur ventes	1 329 548	1 409 135
Total Achats et frais accessoires	197 547 981	193 920 941

6.2.2 Marge brute sur ventes de marchandises

La marge brute sur les ventes de marchandises a évolué comme suit :

Marge brute commerciale sur ventes (en €)	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Ventes de marchandises	217 493 715	211 376 150
Achats de marchandises et frais accessoires	(197 547 981)	(193 920 941)
Marge brute sur ventes (en €)	19 945 734	17 455 209
Taux de marge brute commerciale	9,2%	8,3%

6.3 Services extérieurs

Les services extérieurs se composent des éléments suivants :

Services extérieurs, fournitures et consommables (en €)	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Locations immobilières	629 145	609 800
Locations mobilières	85 661	160 833
Entretiens et maintenances	193 662	131 468
Assurances	166 571	136 513
Honoraires, commissions et études	1 235 654	1 412 749
Publicité	138 198	261 336
Voyages, missions et réceptions	318 233	402 649
Poste et télécommunications	146 529	173 848
Services bancaires	187 417	214 546
Fournitures diverses	226 753	200 865
Autres frais administratifs	306 352	216 346
Total Services extérieurs	3 634 177	3 920 952

6.4 Impôts et taxes

Les impôts et taxes ont évolué comme suit :

Impôts et taxes (en €)	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Taxes assises sur les salaires	94 959	58 179
Taxes assises sur le chiffre d'affaires	289 076	133 803
CET (CFE et CVAE)	84 566	145 524
Taxes foncières	42 177	46 385
Autres taxes	24 821	31 900
Total Impôts et taxes	535 599	415 791

6.5 Charges de personnel

6.5.1 Détail de la charge de personnel

Les charges de personnel ont évolué comme suit :

Frais de personnel (en €)	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Salaires et traitements	4 385 304	3 737 511
Charges sociales	1 428 078	1 205 286
Engagement retraite	19 293	52 987
Total Frais de personnel	5 832 675	4 995 784

6.5.2 Effectif

L'effectif du groupe a évolué comme suit :

Détail des effectifs du groupe	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Cadres	12	12
Employés et Ouvriers	98	93
Effectifs du groupe à la clôture	110	105
<i>Effectifs moyen du groupe sur la période</i>	<i>101</i>	<i>92</i>

L'ensemble de l'effectif du Groupe est situé en France, à l'exception de 6 salariés basés en Chine.

6.6 Dotations nettes aux amortissements et provisions

La variation nette des reprises et dotations aux amortissements et provisions s'analyse comme suit :

Dotation nette aux amortissements et provisions (en €)	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles (Note 7.1)	0	0
Dotation à la provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles (Note 7.1)	0	0
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles (Note 7.2)	(246 098)	(137 964)
Variation de la provision pour dépréciation des stocks (Note 7.4)	(910 236)	103 915
Variation de la provision pour risques et charges d'exploitation (Note 7.12) - hors retraite	37 339	1 109 804
Variation de la provision pour dépréciation des créances (Note 7.6)	(14 234)	(1 293 757)
Total Dotations nettes aux amortissements et provisions	(1 133 229)	(218 002)

Pour mémoire, la dotation à la provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles au 31/12/2019 concerne la dépréciation des écarts d'acquisition à hauteur de 1.706.000 euros, notamment consécutivement à la reprise de provision pour litige prud'homal Techniline (Note 7.12).

6.7 Résultat financier

6.7.1 Détail du résultat financier

Le résultat financier a évolué comme suit entre les deux exercices :

Détails du résultat financier (en €)	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Intérêts et produits financiers	299 321	244 986
Plus values de cession titres de placement	0	0
Différences positives de changes	0	517 885
Reprise de provision sur titres de placement	1 782 918	823 123
Total des produits financiers	2 082 238	1 585 994
Intérêts et charges financières	268 293	733 910
Moins value de cession titres de placement	354 219	0
Différences négatives de changes	520 371	0
Dotation à la provision sur titres de placement	1 660 164	1 782 929
Total des charges financières	2 803 046	2 516 839
Résultat financier	(720 808)	(930 845)

Les produits et charges financières sont principalement composés des plus et moins-values sur cessions des titres de placement court terme ainsi que des différences de changes.

6.7.2 Comptabilisation des escomptes financiers

Il est à noter que les escomptes obtenus pour paiements rapides étaient jusqu'en 2012 comptabilisés en produits financiers. Compte tenu que sur les fournisseurs concernés, ils sont appliqués de manière récurrente et systématique, il a été décidé que ces escomptes représentent, dorénavant, un vrai produit d'exploitation pour le groupe. En conséquence, les escomptes obtenus pour paiement rapide au titre de l'exercice 2021 ont été comptabilisés en moins du poste achats. Ils ont représenté 396.861 euros au titre de cet exercice (339.616 euros au titre de l'exercice 2020).

6.7.3 Ecart de change

La société WE.CONNECT a appliqué le règlement ANC n° 2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture à leurs exercices ouverts depuis le 1^{er} janvier 2017. Ainsi, selon ce nouveau règlement, les résultats de change réalisés sur les dettes et créances commerciales sont désormais enregistrés en résultat d'exploitation.

6.8 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel a évolué comme suit entre les deux exercices :

Détails du résultat exceptionnel (en €)	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Produits de cession d'immobilisation	9 900	85 000
Autres produits exceptionnels	183 523	763 407
Reprises aux provisions exceptionnelles	0	0
Total des produits exceptionnels	193 423	848 407
Valeur nette comptable des éléments cédés (Note 7.2)	14 291	57 001
Autres charges exceptionnelles	729 585	941 316
Dotations aux provisions exceptionnelles	0	0
Total des charges exceptionnelles	743 875	998 317
Résultat exceptionnel	(550 452)	(149 910)

Au 31/12/2021, le poste « Autres produits exceptionnels » est principalement constitué d'annulation de dettes fournisseurs dont la prescription commerciale est atteinte.

Le poste « Autres charges exceptionnelles » est composé pour 713.883 euros de dons (contre 897.412 euros au 31/12/2020).

6.9 Impôts sur les sociétés

Preuve d'impôt en Euros (en €)	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Résultat courant avant impôts	8 415 617	7 178 081
Résultat exceptionnel	(550 452)	(149 910)
	7 865 165	7 028 171
Taux d'impôt théorique	26,50%	28,00%
Impôt théorique	2 084 269	1 967 888
Impôt courant	1 691 430	1 631 621
Impôt différé	(37 136)	101 584
Impôt réel	1 654 294	1 733 205
Taux d'impôt réel	21,03%	24,66%
Ecart sur IS	(429 974)	(234 682)
Ecart sur taux	5,47%	3,34%
Détail		
Ecart de taux	(42 815)	(27 286)
Effets des différences permanentes	(168 322)	82 671
Effets du traitement des dons	(218 838)	(290 067)
Crédit d'impôt (CICE & CIR)		
Total	(429 974)	(234 682)

Le Groupe ne dispose pas de différences temporaires déductibles et crédit d'impôt non utilisés n'ayant pas fait l'objet de comptabilisation d'impôts différés au 31 décembre 2021.

Compte tenu de l'application du taux d'IS à 26,5% au titre de l'exercice 2021, il a été décidé d'utiliser un taux de 26,5% pour 2021 pour le calcul des impôts différés.

6.10 Résultat par action

Le résultat par action, qui se présente comme suit, a été déterminé conformément à l'avis OEC n° 27 :

Résultat net par action (en €)	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Résultat net (part du groupe)	6 354 110	5 145 412
Nombre d'actions	2 753 616	2 745 166
Résultat net par actions	2,31	1,87
Résultat courant (après impôt sur les sociétés)	6 904 562	5 295 322
Nombre d'actions	2 753 616	2 745 166
Résultat courant par actions	2,51	1,93

NOTE 7 – NOTES SUR LE BILAN CONSOLIDÉ

7.1 Immobilisations incorporelles

➤ Variation des valeurs brutes des immobilisations incorporelles :

Immobilisations incorporelles (en €)	31 déc. 2020	Variation de périmètre (*)	Acquisitions	Cessions	31 déc. 2021
Ecart acquisition Techniline	1 706 000				1 706 000
Ecart acquisition Halterrego	26 662				26 662
Ecart acquisition Acheternet	176 390				176 390
Ecart acquisition D2 Diffusion	242 578				242 578
Ecart acquisition ICD Brand	229 991				229 991
Fonds de commerce	726 131				726 131
Logiciels concessions et droits similaires	44 691		526 535	22 422	548 804
Autres Immobilisations incorporelles	0				0
Immobilisations incorporelles en cours	359 967			359 967	0
Valeur brute	3 512 410	0	526 535	382 389	3 656 556
Amortissements et provisions	1 731 818	0	88 063	0	1 819 881
Valeur Nette	1 780 592	0	614 598	382 389	1 836 675

Comme décrit dans la « Note 2 », un écart d'acquisition a été constaté dans les présents comptes consolidés du fait de l'acquisition inversée de la société TECHNILINE.

Par ailleurs, l'acquisition des sociétés HALTERREGO et ACHETERNET au cours de l'année 2017 a généré de nouveaux écarts d'acquisition.

Une augmentation du capital social de 700.000 euros chez D2 DIFFUSION (approuvée lors d'une AGM en date du 27/06/2018) a généré un nouvel écart d'acquisition.

La société ICD BRAND a été acquise au cours de l'année 2019, ce qui a généré un nouvel écart d'acquisition.

Enfin, il convient de noter qu'au cours de l'année 2020 les sociétés MGF (société absorbante) et AGORUS (société absorbée) ont fusionné (voir Note 3).

Les autres immobilisations incorporelles comptabilisées par le Groupe sont principalement constituées de licences et logiciels informatiques. Ces immobilisations ont une durée d'utilité déterminée et sont donc amorties. Aucune de ces immobilisations n'est soumise à restriction.

➤ Variation des amortissements – dépréciations des immobilisations incorporelles :

Amortissement des immobilisations incorporelles (en €)	31 déc. 2020	Variation de périmètre (*)	Dotations	Reprises	31 déc. 2021
Ecarts acquisition / Fonds de commerce	1 706 000				1 706 000
Logiciels concessions et droits similaires	25 818		88 063		113 881
Autres Immobilisations incorporelles	0				0
Amortissements	1 731 818	0	88 063	0	1 819 881

7.2 Immobilisations corporelles

➤ Variation des valeurs brutes des immobilisations corporelles :

Immobilisations corporelles (en €)	31 déc. 2020	Variation de périmètre	Acquisitions	Cessions	31 déc. 2021
Agencements et installations	18 193				18 193
Matériel de transport	567 267		131 270	125 628	572 909
Matériel et outillage	181 007		113 532		294 539
Matériel de bureau et informatique	29 103		15 489		44 592
Autres immobilisations corporelles	117 500				117 500
Valeur brute	913 070		260 291	125 628	1 047 734
Amortissements	439 985		168 282	81 924	526 343
Valeur Nette	473 085				521 392

➤ Variation des amortissements – dépréciations des immobilisations corporelles :

Amortissement des immobilisations corporelles (en €)	31 déc. 2020	Variations de périmètre	Dotations	Reprises	31 déc. 2021
Agencements et installations	115				115
Matériel de transport	226 430		103 365	81 924	247 871
Matériel et outillage	87 288		53 544		140 832
Matériel de bureau et informatique	14 652		5 373		20 025
Autres immobilisations corporelles	111 500		6 000		117 500
Amortissements	439 985		168 282	81 924	526 343

7.3 Prêts et autres immobilisations financières

Prêts et autres immobilisations financières (en €)	31 déc. 2020	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	31 déc. 2021
Prêts au personnel	103 286		15 160	79 555	38 891
Prêts à des tiers	288 490				288 490
Dépôts et cautionnements	450 721		305 565	173 908	582 378
Garantie prêt BPI	200 000				200 000
Titres et compte courant Li Bai	1 964 731		782 947		2 747 679
Dépréciation des prêts et autres immobilisations financières	(312 290)				(312 290)
Prêts et autres immobilisations financières	2 694 938		1 103 672	253 463	3 545 147

- i) Les dépôts et cautionnements correspondent principalement aux dépôts de garantie versés à la société LI BAI, propriétaire des locaux de Collégien.
- ii) Au cours de l'exercice 2012, le groupe a pris une participation à hauteur de 10% dans la société LI BAI.

7.4 Stocks

Les stocks ont évolué comme suit entre les deux exercices :

Stocks (en €)	31 déc.2020	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	31 déc.2021
Valeur brute des stocks	36 355 847	■	53 598 192	36 355 847	53 598 192
Dépréciation des stocks	1 810 526		910 236		2 720 763
Total Stocks	34 545 321		52 687 956	36 355 847	50 877 429

7.5 Avances et acomptes versés sur commandes

Avances et acomptes versés (en €)	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Avances et acomptes versés	309 233	11 522

Ces montants correspondent aux avances et acomptes versés par le groupe à la commande pour l'achat à ces fournisseurs de matières premières et de marchandises.

7.6 Créances clients

Les créances clients se décomposent comme suit :

Détail des créances clients (en €)	31 déc.2021	31 déc. 2020
Créances clients	31 864 406	42 225 550
Factures à établir	908 385	726 304
Effets à recevoir	2 156 112	3 916 233
Créances douteuses	54 008	14 261
Total créances clients brutes	34 982 911	46 882 348

L'évolution depuis 2020 des créances clients peut s'analyser comme suit :

Créances clients (en €)	31 déc. 2020	Augmentation	Diminution	31 déc. 2021
Créances brutes	46 882 347		11 899 437	34 982 910
Dépréciation des créances	1 296 941	14 235		1 311 176
Total créances nettes	45 585 406	14 235	11 899 437	33 671 734

Compte tenu de l'activité de la société et des modalités de règlement des clients, les créances détenues sur des tiers échues et non dénouées postérieurement à la clôture sont à moins d'un an.

Risque de crédit :

Le risque de crédit du Groupe provient principalement des créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets de provisions pour encours douteux. Ces encours sont estimés par le Groupe créance par créance, en fonction des historiques de perte et de l'environnement économique.

Une perte de valeur (dépréciation des créances douteuses) figure au bilan pour un montant 1.311.176 au 31/12/2021 (contre 1.296.941 euros au 31/12/2020).

Cette perte de valeur réversible est évaluée et estimée par rapport au risque de défaillance identifié par créance. Sur l'exercice 2021, les pertes sur créances irrécouvrables se sont élevées à 750 euros (contre 1.166 euros en 2020) et sont comptabilisées en autres charges.

7.7 Autres débiteurs

Autres débiteurs (en €)	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Créances fiscales (1)	5 562 638	2 828 656
Charges constatées d'avance (2)	31 404	30 062
Autres créances (3)	2 422 043	2 777 417
Impôts courant	3 451	239 280
Impôts différés	235 266	54 890
Total Autres débiteurs	8 254 803	5 930 305

(1) Les créances fiscales correspondent essentiellement aux postes de TVA.

(2) Les charges constatées d'avance correspondent à des charges 2022 facturés en décembre 2021.

(3) Le poste « Autres créances » est principalement constitué au 31 décembre 2021 des avoirs à recevoir auprès des principaux fournisseurs s'élèvent à 1.679.780 euros à fin 2021 (contre 2.141.023 euros à fin 2020).

7.8 Trésorerie et valeurs mobilières de placement

Trésorerie et équivalents de trésorerie (en €)	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Comptes courants bancaires et caisses	31 129 908	37 486 339
Autres (intérêts courus, chèques à encaisser etc.)	44 428	1 104 728
Valeurs mobilières de placement	6 533 775	6 315 063
Dépréciation des valeurs mobilières de placement	(1 670 768)	(1 793 520)
Total Trésorerie et équivalents de trésorerie	36 037 344	43 112 609

Les comptes courants bancaires et caisses correspondent aux comptes de disponibilités du Groupe.

Les placements à court terme sont composés d'actions de sociétés cotées et de comptes à terme. Ils sont valorisés à la valeur historique et une provision est constituée en cas de moins-values latentes.

Au 31 décembre 2020, le groupe détient 30.564 actions propres valorisées au cours historique de 301 446 euros. Ces titres d'autocontrôle étant classés en valeurs mobilières de placement dans les comptes individuels, ils ne font l'objet d'aucun retraitement dans les comptes consolidés.

7.9 Capital et primes d'émission

Au 31 décembre 2021, le capital de la société mère WE.CONNECT est composé de 2.753.616 actions ordinaires d'une valeur nominale de 5,23 € chacune.

7.10 Réserves

A titre de rappel, les réserves consolidées ont été impactées par l'acquisition inversée au terme des Assemblées Générales Extraordinaires des actionnaires en date du 17 décembre 2015 des sociétés TECHNILINE (dont la dénomination sociale est devenue WE.CONNECT) et GROUPE UNIKA. Par ailleurs les frais relatifs à l'augmentation de capital ont été imputés dans les comptes individuels de la société WE.CONNECT sur le montant de la prime d'émission / de fusion (pour un montant net d'impôt sur les sociétés).

La réserve de conversion s'applique à la consolidation des comptes de MGF Hong Kong. Les taux de conversion entre l'EURO et l'USD ont été les suivants pour 2021 :

Taux de clôture : 0,8850 euro pour 1 USD

Taux moyen : 0,8497 euro pour 1 USD

7.11 Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires sont relatifs aux actionnaires minoritaires de la société ICD BRAND (Note 6). Les capitaux propres attribuables aux minoritaires se décomposent comme suit :

Intérêts minoritaires (en €)	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Réserves attribuables aux minoritaires	(12 055)	(12 055)
Résultats attribuables aux minoritaires		
Intérêts minoritaires sur réserves	(12 055)	(12 055)

7.12 Provisions

Les provisions pour risques et charges se décomposent comme suit :

Provisions risques et charges (en €)	31 déc. 2020	Variation de prémière	Augmentation	Diminution	31 déc. 2021
Provisions pour garanties	667 306		2 895		670 201
Provision retraite	221 137		19 294		240 431
Provisions pour litiges sociaux	55 000				55 000
Autres provisions pour risques	111 100			40 234	70 866
Total Provisions	1 054 543		22 189	40 234	1 036 498

La provision pour garanties concerne les coûts de garanties données aux clients sur les produits vendus. Elle porte principalement sur les coûts de main d'œuvre et les frais de transport dans la mesure où les produits vendus font également l'objet d'une garantie de la part des fournisseurs. Les mouvements de la provision pour garanties sont comptabilisés en « dotations nettes aux amortissements et provisions ».

La provision retraite concerne l'engagement retraite des salariés du Groupe. La variation de cette provision a eu pour conséquence une dotation de 19 294 euros en 2021 (contre une reprise de 52 985 euros en 2020) qui a été comptabilisée en augmentation du poste « Frais de personnel ».

La provision pour litiges sociaux au 31/12/2021 concerne des procédures prud'homales en cours engagées.

Les autres provisions pour risques correspondent à la meilleure estimation du Groupe des coûts qui devront être supportés pour régler les possibles litiges.

7.13 Dettes auprès des établissements de crédit

Dettes financières (en €)	31 déc. 2020	Augmentation	Diminution	31 déc. 2021
Dettes auprès des établissements de crédit	29 568 650	3 464 111	5 382 880	27 649 880
Autres dettes aux actionnaires	227 079		53 290	173 789
Total Dettes financières	29 795 729	3 464 111	5 436 170	27 823 669

Les dettes financières se détaillent comme suit :

Dettes financières (en €)	Montant total au 31/12/2020	A 1 an au plus	A plus d'1 an Et moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	24 683 869	13 097 280	11 586 589	
Découverts bancaires	2 966 011	2 966 011		
Total Dettes financières	27 649 881	16 063 292	11 586 589	

Les dettes auprès des établissements de crédit sont composées des emprunts suivants :

- (1) Crédit club auprès de BPI France en date du 26/06/2017 : 2.000.000 euros (durée : 5 ans / taux : 1,42% par an)
- (2) Emprunt auprès d'un pool bancaire (SG/CDN/CE) en date du 30/06/2017 : 8.000.000 euros (durée : 7 ans / taux : Euribor 3 mois + 1,35% par an)
- (3) Emprunt auprès du CRCA en date du 24/08/2016 : 1.000.000 euros (durée : 60 mois / taux : 0,63% par an)
- (4) Emprunt auprès de la CE en date du 17/10/2016 : 1.000.000 euros (durée : 60 mois / taux : 0,80% par an)
- (5) Emprunt auprès du CRCA en date du 14/09/2018 : 1.000.000 euros (durée : 60 mois / taux : 0,60% par an)
- (6) Emprunt auprès de BPI France en date du 31/07/2018 : 2.000.000 euros (durée : 5 ans / taux : 0,90% par an)
- (7) Emprunt « PGE » auprès de CIC en date du 05/05/2020 : 3.000.000 euros (durée : 12 mois / taux : 0,00% par an)
- (8) Emprunt « PGE » auprès du CRCA en date du 21/04/2020 : 3.000.000 euros (durée : 12 mois / taux : 0,00% par an)
- (9) Emprunt « PGE » auprès de la SG en date du 12/05/2020 : 3.000.000 euros (durée : 12 mois / taux : 0,00% par an)
- (10) Emprunt « PGE » auprès du CDN en date du 28/04/2020 : 3.000.000 euros (durée : 12 mois / taux : 0,00% par an)
- (11) Emprunt auprès de BPI France en date du 16/04/2020 : 5.000.000 euros (durée : 60 mois / taux : 2,00% par an)
- (12) Emprunt auprès du CRCA en date du 26/10/2020 : 500.000 euros (durée : 48 mois / taux : 0,35% par an)

7.14 Fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes aux fournisseurs et aux comptes rattachés ont évolué comme suit entre les deux exercices :

Fournisseurs et comptes rattachés (en €)	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Dettes fournisseurs	60 648 193	66 214 531
Effets à Payer	0	0
Factures non parvenues	3 070 888	1 601 709
Total Fournisseurs et comptes rattachés	63 719 081	67 816 240

Compte tenu de l'activité de la société et des modalités de règlement des fournisseurs, les dettes échues et non dénouées postérieurement à la clôture sont à moins d'un an.

7.15 Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales ont évolué comme suit entre les deux exercices :

Dettes fiscales et sociales (en €)	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Personnel et comptes rattachés	434 555	318 284
Securité sociale et autres organismes sociaux	564 083	639 444
Taxe sur la valeur ajoutée	1 879 017	1 140 106
Autres charges fiscales à payer	477 001	372 967
Impôts sur les sociétés	131 680	24 885
Total Dettes fiscales et sociales	3 486 339	2 495 685

Le poste « Personnel et comptes rattachés » correspond principalement aux provisions pour congés payés ainsi qu'aux provisions pour primes.

7.16 Autres dettes

Les autres dettes ont évolué comme suit entre les deux exercices :

Autres Dettes (en €)	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Clients créditeurs (1)	2 602 948	3 077 354
C/C Actionnaires	5 291	0
Produits constatés d'avance	0	0
Ecart de conversion passif	0	14 790
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0	0
Impôt différé passif	0	0
Autres créditeurs	253 968	277 172
Total Autres dettes	2 862 208	3 369 317

(1) Les clients créditeurs correspondent essentiellement à des avoirs à établir relatifs à des remises de fin d'année pour certains clients de la grande distribution.

NOTE 8 – AUTRES INFORMATIONS

8.1 Contrats de location financement

Aucun contrat de location financement n'a été conclu au cours de l'année 2021 ou dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'année 2021.

8.2 Autres engagements hors bilan

➤ Engagements reçus :

Les différentes sociétés du groupe We.Connect ont reçu une garantie d'Etat Covid-19 à hauteur de 90% des prêts garantis par l'Etat (PGE).

➤ Engagements donnés :

La société MGF a donné les engagements suivants :

Banque	Nature des engagements donnés	31 déc. 2021
Crédit du Nord	Effets escomptés non échus	2 156 156
Total	Total	2 156 156

8.3 Opérations sur instruments financiers à terme

La société MGF n'effectue plus d'opérations sur instruments financiers à terme (achats à terme de dollars) depuis le mois de juin 2021.

8.4 Information sur les parties liées

Relation entre la société mère et ses filiales :

Les relations entre la société mère WE.CONNECT et ses filiales sont des relations classiques entre une société holding et des filiales opérationnelles, qui sont conclues à des conditions normales de marché. Aussi, certains services communs aux filiales, tel que la Direction Générale et la Direction juridique ont été transférés sur la Société mère qui refacture des prestations de services (de nature administrative, comptable, marketing ...) à ses filiales. Ces prestations de services sont calculées selon des clés de répartition qui sont déterminées pour chaque service, en fonction de leur utilisation des services communs.

Relation entre la société et LIBAI :

Au cours de l'exercice 2012, le groupe a pris une participation de 10% dans le capital de la société LIBAI. La société LIBAI détient le terrain et le bâtiment du site de Collégien et a signé un contrat de location des locaux auprès de cette société.

Les soldes figurant au bilan et au compte de résultat sont les suivants au 31/12/2021 :

• Titres de participation :	100 euros
• Comptes courants :	2 747 678 euros
• Dépôts de garantie (loyers) :	160 520 euros
• Charges de loyers :	557 549 euros

8.5 Dividendes

La société WE.CONNECT n'a versé aucun dividende à ses actionnaires au cours de l'exercice 2021 (contre 686.293 euros au cours de l'exercice 2020).

8.6 Plan d'attribution d'actions gratuites

Au terme de l'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2016, les actionnaires ont voté (7^{ème} résolution) une autorisation donnée au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à l'attribution d'actions gratuites.

Le Conseil d'Administration du 17 septembre 2016 a arrêté les dispositions du plan d'attribution d'actions gratuites par émission d'actions nouvelles.

Ainsi, un Conseil d'Administration, qui s'est tenu en date du 15/09/2017, a autorisé l'augmentation de capital par incorporation de réserves aux fins de l'attribution d'actions gratuites de 7.800 actions nouvelles d'une valeur nominale de 5,23 euros.

8.7 Evènements postérieurs

Aucun évènement significatif postérieur à la clôture 2021 est à signaler.

8.8 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes se sont élevés à :

En euros	31-déc-21		31-déc-20	
	Deloitte	ISH Audit	PwC / Deloitte	ISH Audit
Audit				
- Commissariat aux comptes certification, examen des comptes individuels et consolidés	97 500	26 500	109 237	31 000
Emetteur	72 500	10 000	100 112	10 000
Filiales	25 000	16 500	9 125	21 000
- Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	0	0	0	0
Emetteur	0	0	0	0
Filiales	0	0	0	0
Sous-total	97 500	26 500	109 237	31 000
Autres prestations				
- Juridique, fiscal, social	0	0	0	0
- Autres	0	0	0	0
Sous-total	0	0	0	0
TOTAL	97 500	26 500	109 237	31 000